

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2020, ch. 15 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 154, No 26 (2020-12-23)

O

Océans, Loi sur les — 1996, ch. 31

(*Oceans Act*)

Le ministre des Pêches et des Océans

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 115; 1998, ch. 15, art. 35; 2002, ch. 7, art. 223; 2014, ch. 2, art. 46
art. 17, 2015, ch. 3, art. 137(A)
art. 35, 2019, ch. 8, art. 4
art. 35.1, ajouté, 2019, ch. 8, art. 5
art. 35.2, ajouté, 2019, ch. 8, art. 5
art. 35.3, ajouté, 2019, ch. 8, art. 5
art. 36, 2019, ch. 8, art. 6
art. 37 et 38, abrogés, 2019, ch. 8, art. 7
art. 39 (ancien art. 24), 2019, ch. 8, art. 8
art. 39.1, 2019, ch. 8, art. 10
art. 39.2, 2019, ch. 8, art. 11
art. 39.21, ajouté, 2019, ch. 8, art. 11
art. 39.22, ajouté, 2019, ch. 8, art. 11
art. 39.23, ajouté, 2019, ch. 8, art. 11
art. 39.24, ajouté, 2019, ch. 8, art. 11
art. 39.25, ajouté, 2019, ch. 8, art. 11
art. 39.26, ajouté, 2019, ch. 8, art. 11
art. 39.3, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A); 2019, ch. 8, art. 12
art. 39.5, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.6, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.61, ajouté, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.62, ajouté, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.63, ajouté, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.64, ajouté, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.65, ajouté, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.66, ajouté, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.67, ajouté, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.68, ajouté, 2019, ch. 8, art. 13
art. 39.9, 2019, ch. 8, art. 14
art. 39.91 (ancien art. 39.10); renuméroté, 2019, ch. 8, art. 15
art. 39.92 (ancien art. 39.11); renuméroté, 2019, ch. 8, art. 16
art. 39.93 (ancien art. 39.12), 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A); renuméroté, 2019, ch. 8, art. 17
art. 41, 1999, ch. 31, art. 170(F); 2005, ch. 29, art. 36; 2019, ch. 1, art. 133
disposition conditionnelle, 1996, ch. 31, art. 53
disposition transitoire, 2019, ch. 8, art. 18
Dispositions générales, 2019, ch. 8, art. 1 à 3, 7 et 9
EEV, 1996, ch. 31, la loi, à l'exception de l'art. 53, en vigueur 31.01.97 voir TR/97-21
EEV, 1998, ch. 15, art. 35 en vigueur à la sanction 11.06.98
EEV, 1999, ch. 31, art. 170 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 7, art. 223 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 29, art. 36 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-95

EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 46 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-34.

EEV, 2015, ch. 3, art. 137 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

EEV, 2019, ch. 1 (sanction : 28-02-2019) art. 133 en vigueur 30.07.2019 voir TR/2019-30.

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34

(*Public Sector Pension Investment Board Act*)

Le président du Conseil du Trésor

art. 3, 2003, ch. 22, al. 224z.72)(A); 2005, ch. 30, art. 47 et 50; 2006, ch. 9, art. 295; 2009, ch. 2, art. 381, ch. 23, art. 336 et 358; 2013, ch. 33, art. 231
art. 3.1, ajouté, 2006, ch. 4, art. 217
art. 4, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 6, 2009, ch. 2, art. 382; 2010, ch. 12, art. 1763
art. 9, 2006, ch. 9, art. 296
art. 10, 2003, ch. 22, al. 225z.18)(A); 2005, ch. 10, al. 34(1)r)
art. 14, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 25, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 27, 2006, ch. 9, art. 297
art. 35, 2017, ch. 26, al. 62k)
art. 36, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 37, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 38, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 39, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 40, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 41, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 42, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 43, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 44, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); 2005, ch. 30, art. 48
art. 45, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); 2005, ch. 30, art. 48
art. 46, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 47, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 48, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); 2005, ch. 30, art. 49
art. 118, 2003, ch. 26, art. 38
art. 120, 2003, ch. 26, art. 39
art. 128, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 129, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 130, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 131, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 132, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 160, abrogé, 2003, ch. 26, art. 42
art. 168, abrogé, 2003, ch. 26, art. 43
art. 172, 2009, ch. 13, art. 15
disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 50
disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 358
dispositions transitoires, 1999, ch. 34, art. 229
EEV, 1999, ch. 34,

O

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34 (suite)

- art. 1 à 52, par. 53(1), la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), par. 53(3), art. 54, 61, par. 62(2), (4) et (5), 64(1) à (3), (5) et (6), 65(1) à (4), art. 66, 68, 70 à 72, 75 à 77, 80 à 84, 87 à 90, par. 91(3) à (5), (7) et (8), 92(2) à (6), art. 93, 94, par. 95(2) et (3), art. 97 à 102, 104 à 106, 111 à 113, par. 115(2), (3), art. 116, 121 à 124, 126, par. 130(3), art. 133, 135 à 141, par. 142(1), (3), art. 144, 145, par. 146(2), 147(2), art. 148 à 150, par. 151(2), (3), art. 153, 156, 159, par. 161(2), (3), 162(2), art. 165 à 167, la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), par. 169(2), art. 170, 175, par. 176(1), (2) et (4), art. 180, 181, 183 à 189, 192, par. 193(2), 194(2) et (3), art. 196, 197, par. 198(2) et (3), art. 200, par. 201(2), art. 204 à 226, 228 et 229 en vigueur à la sanction 14.09.99;
 - la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), art. 55 à 60, par. 62(1) et (3), art. 63, par. 64(4), art. 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 et 86, par. 91(1), (2) et (6) et 92(1), art. 107 à 110, par. 115(1), art. 117, par. 118(1), art. 119, par. 120(1) et (2), art. 127 et 134, par. 142(2), art. 143, par. 146(1), 147(1) et 162(1), art. 163 et 164, la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), art. 171, par. 172(1), art. 173, par. 174(1), art. 177, 182 et 190, par. 193(1) et 194(1), art. 195, par. 201(1) et art. 202 et 203 en vigueur 01.01.2000 voir TR/99-138;
 - par. 65(5) en vigueur 21.06.99 voir par. 230(1);
 - par. 95(1), art. 96, par. 151(1), art. 152, par. 198(1) et art. 199 en vigueur 01.04.2000 voir TR/99-138;
 - art. 103 en vigueur 01.10.99 voir par. 230(2);
 - art. 114 et 227 en vigueur 01.10.2000 voir TR/99-138;
 - art. 125, par. 176(3) en vigueur 01.01.2001 voir TR/99-138
 - art. 154 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21;
 - par. 172(2) et l'art. 191 en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17a);
 - par. 172(3) abrogé avant son entrée en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, art. 15;
 - divisions 6b)(ii)(L), (O) et (P) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4) en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17b);
 - divisions 6b)(ii)(M) et (N) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4), en vigueur 26.10.2006 voir TR2006-116;
 - par. 174(2) en vigueur 26.20.2006 voir TR/2006-116;
 - art. 178 et 179 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-145
 - (Remarque :
 - par. 118(2), 120(3) et art. 128 à 132 abrogés avant leur entrée en vigueur voir respectivement 2003, ch. 26, art. 38 à 40, 42 et 43;
 - art. 160 abrogé avant son entrée en vigueur à l'entrée en vigueur de 2003, ch. 26, art. 42 – Non en vigueur;
 - art. 168 abrogé avant son entrée en vigueur à l'entrée en vigueur de 2003, ch. 26, art. 43 – Non en vigueur;
 - art. 155, 157, 158, et par. 161(1) et (4) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 230 – Non en vigueur
- Voir aussi l'art. 231.

- EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
- EEV, 2003, ch. 26, art. 38 à 40 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21; art. 42 et 43 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 71 – Non en vigueur
- EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29
- EEV, 2005, ch. 30, art. 47 à 50 en vigueur à la sanction 29.06.2005
- EEV, 2006, ch. 4, art. 217 en vigueur à la sanction 22.06.2006
- EEV, 2006, ch. 9, art. 296 et 297 en vigueur à la sanction 12.12.2006; art. 295 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-15
- EEV, 2009, ch. 2, art. 381 et 382 en vigueur à la sanction 12.03.2009
- EEV, 2009, ch. 23, art. 358 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 336 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87 [Remarque : la modification prévue par art. 358 prend effet à l'entrée en vigueur de l'al. 313a) laquelle est 31.12.2017 voir TR/2018-1]
- EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1763 en vigueur 16.03.2012 voir TR/2012-14
- EEV, 2013, ch. 33, art. 231 en vigueur à la sanction 26.06.2013
- EEV, 2017, ch. 26, al. 62k) en vigueur à la sanction 12.12.2017.

**Office d'investissement du régime de pensions
du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40**
(*Canada Pension Plan Investment Board Act*)

Le ministre des Finances

- art. 2**, 1999, ch. 3, art. 19; 2002, ch. 7, art. 112(A); 2003, ch. 5, art. 12
- art. 3**, 2003, ch. 22, al. 224s)(A); 2009, ch. 23, art. 317
- art. 5**, 2003, ch. 5, art. 13; 2016, ch. 14, art. 57
- art. 6.1**, ajouté, 2003, ch. 5, art. 14
- art. 10**, 2013, ch. 40, art. 277
- art. 37**, 2003, ch. 5, art. 15; abrogé, 2009, ch. 31, art. 44
- art. 39**, 2016, ch. 14, art. 58; 2017, ch. 26, sous-al. 62i)(i)
- art. 40**, 2017, ch. 26, sous-al. 62i)(ii)
- art. 50**, 2003, ch. 5, art. 16
- art. 51**, 2003, ch. 5, art. 17
- art. 53**, 2009, ch. 31, art. 45
- art. 56**, 2003, ch. 5, art. 18; 2016, ch. 14, art. 60
- art. 57**, 2016, ch. 14, art. 61
- art. 57.1**, ajouté, 2016, ch. 14, art. 61
- disposition transitoire, 2003, ch. 5, art. 19
- disposition générale, 2016, ch. 14, art. 59
- dispositions transitoires, 2016, ch. 14, art. 62 à 64 (Remarque : le ministre de l'Emploi et du Développement social voir art. 62)
- EEV, 1997, ch. 40,
 - art. 1 à 57, 89 à 91 et 108 et 109 en vigueur 01.04.98 voir TR/98-24
 - art. 58 et 59, 61, 69 à 71, 74 et 76, par. 77(1) et les art. 81, 83, 92 à 94 et 96 à 98 en vigueur 01.01.98 voir TR/98-24
 - art. 60, 62 à 68, 72, 73, 75, par. 77(2), art. 78 à 80, 82, 85, 85.1, le par. 90(2) du *Régime de pensions du Canada* édicté

O

Office d'investissement du régime de pensions du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40 (suite)

par l'art. 86, l'art. 90.2 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, 88, 95, 99, 102 à 105, le par. 44(3) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.2 de cette loi, édicté par l'art. 107, entrent en vigueur à la sanction 18.12.97

— l'art. 84, le par. 90(3) du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 86, l'art. 90.1 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, les art. 100 et 101, le par. 44(4) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.1 de cette loi, édicté par l'art. 107, en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16

EEV, 1999, ch. 3, art. 19 en 01.04.99 voir art. 92

EEV, 2002, ch. 7, art. 112 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

EEV, 2003, ch. 5,

— par. 12(1), art. 13 et 15 à 17, par. 18(1) et art. 19 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-31;

— par. 12(2), art. 14 et par. 18(2) en vigueur 01.04.2007 voir par. 20(2).

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2009, ch. 23 (sanction : 23.06.2009), par. 317(1) en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87; par. 317(2) en vigueur 31.12.2017 voir TR/2018-1

EEV, 2009, ch. 31,

— par. 45(1) réputé entré en vigueur 01.04.1998 voir art. 46;

— art. 44 et par. 45(2) en vigueur 31.12.2011 voir TR/2011-116

Voir aussi les différentes dispositions d'application

EEV, 2013, ch. 40, art. 277 en vigueur 09.10.2014 voir TR/2014-82.

EEV, 2016, ch. 14 (sanction : 15.12.2016), art. 57 à 64 en vigueur 03.03.2017 voir TR/2017-19;

— art. 67 et 69 abrogés par 2018, ch. 12, art. 39 et 40;

Remarque : par. 114(2) du *Régime de pensions du Canada* ne s'applique pas aux modifications apportées à cette loi par la présente partie voir par. 65(1).

EEV, 2017, ch. 26, al. 62i) en vigueur à la sanction 12.12.2017.

EEV, 2018, ch. 12, art. 39 et 40 en vigueur à la sanction 21.06.2018

Office des droits de surface du Yukon, Loi sur l' — 1994, ch. 43

(Yukon Surface Rights Board Act)

Le ministre des Affaires du Nord (voir art. 2)

LOI ABROGÉE 2002, ch. 7, art. 283 (Non en vigueur)

art. 2, 1999, ch. 31, art. 227; 2019, ch. 29, al. 374h)

art. 5, 2003, ch. 7, art. 131

art. 10, 2013, ch. 14, art. 12

art. 11, 2013, ch. 14, art. 13

art. 15, 2003, ch. 22, al. 224z.86)(A)

art. 15.1, ajouté, 2013, ch. 14, art. 14

art. 18, 2013, ch. 14, art. 15

art. 23, 2012, ch. 19, art. 185; 2013, ch. 14, art. 16; 2017, ch. 26, al. 62g)

art. 40, 1998, ch. 5, art. 15(F)

art. 55, 2019, ch. 28, art. 163

art. 59, 2019, ch. 29, al. 372(1)i)

art. 65, 1998, ch. 5, art. 16; 2002, ch. 7, art. 270

art. 75, 1998, ch. 5, art. 17(F)

art. 76, 2002, ch. 8, art. 181, ch. 10, art. 192(F) et 202(F)

art. 78, 1998, ch. 5, art. 18; 2002, ch. 7, art. 271

annexe I, DORS/98-178; DORS/99-14; DORS/2002-378; DORS/2004-10; DORS/2005-70

partie I,

art. 11, ajouté, DORS/2005-402

partie II,

art. 11, ajouté, DORS/2005-402

disposition de coordination, 2002, ch. 10, art. 202

disposition de coordination, 2003, ch. 7, par. 133(7)

dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 117 et 119

disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 201 (application *re* par. 23(5))

EEV, 1994, ch. 43 en vigueur 14.02.95 voir TR/95-19

EEV, 1998, ch. 15, art. 15, 17 et 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 16 et 18 entrent en vigueur à la date de transfert voir art. 28 (date de transfert 19.11.98 voir C.P. 1998-2022)

EEV, 1999, ch. 31, art. 227 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2002, ch. 7, art. 270 et 271 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48; art. 283 entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 285(3) – Non en vigueur

EEV, 2002, ch. 8, art. 181 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109

EEV, 2002, ch. 10, art. 192 et 202 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2003, ch. 7,

— art. 133 en vigueur à la sanction 13.05.2003;

— art. 131 en vigueur 13.11.2004 voir art. 134.

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2012, ch. 19, art. 185 et 201 en vigueur à la sanction 29.06.2012

EEV, 2013, ch. 14, art. 12 à 16 en vigueur à la sanction 19.06.2013

EEV, 2017, ch. 26, al. 62g) en vigueur à la sanction 12.12.2017.

EEV, 2019, ch. 28, (sanction : 21.06.2019) art. 163 en vigueur 28.08.2019 voir TR/2019-86

EEV, 2019, ch. 29, (sanction : 21.06.2019) art. 372 et 374 en vigueur 15.07.2019

Offices de commercialisation des produits de ferme, voir Offices des produits agricoles, Loi sur les

(Farm Products Marketing Agencies Act)

Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement, Loi sur l' — 2019, ch. 13, art. 2

(National Security and Intelligence Review Agency Act)

O

Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement, Loi sur l' — 2019, ch. 13, art. 2 (suite)

le premier ministre Voir **TR/2019-68** et al. 55a)

art. 8, 2019, ch. 13, al. 49.2a)

art. 17, 2019, ch. 13, art. 48

générale, 2019, c. 23, art. 168 (examen)

dispositions de coordination, 2019, ch. 13, art. 48 et 49

Dispositions transitoire, 2019, ch. 13, art. 3 à 17

EEV, 2019, ch. 13 (sanction 21.06.2019), à l'exception des art. 48, 49, 74 et 75, en vigueur le 12.07.2019 Voir TR/2019-67

Offices des produits agricoles, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-4

[Ancienne appellation : Offices de commercialisation des
produits de ferme]

(*Farm Products Agencies Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Titre intégral, 1993, ch. 3, art. 1

art. 1, 1993, ch. 3, art. 2

art. 2, 1993, ch. 3, art. 3 et al. 13a); 1994, ch. 38, al. 25(1o)

art. 3, 1993, ch. 3, art. 5; 2010, ch. 12, art. 1731

art. 5, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A); 2015, ch. 3, art. 83(A)

art. 6, 1993, ch. 3, art. 6

art. 7, 1993, ch. 3, art. 7

art. 8, 1993, ch. 3, art. 8

art. 14, 2003, ch. 22, art. 166(A); 2015, ch. 3, art. 84(A)

art. 16, 1993, ch. 3, al. 13b); 2011, ch. 25, art. 35; 2015, ch. 3, art. 85

art. 17, 1993, ch. 3, art. 9 et al. 13c); 2015, ch. 3, art. 86(A)

art. 20, 2015, ch. 3, art. 87(A)

art. 22, 1993, ch. 3, al. 13d) et e); 2001, ch. 4, art. 82; 2004, ch. 25, art. 140; 2015, ch. 3, art. 88(A)

art. 26, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)

art. 32, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50

art. 34, 1993, ch. 3, art. 11; 2015, ch. 3, art. 89(A)

art. 35, 2015, ch. 3, art. 90(A)

art. 37, 1993, ch. 3, al. 13g); 2004, ch. 25, art. 141; 2015, ch. 3, art. 91(A)

partie III, (art. 39 à 46), ajoutée, 1993, ch. 3, art. 12

art. 39, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 40, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 41, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 42, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12; 2001, ch. 4, art. 83; 2004, ch. 25, art. 142

art. 43, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 44, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 45, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 46, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12; 2015, ch. 3, art. 92

disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)

EEV, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50 en vigueur 19.06.86 voir TR/86-109

EEV, 1993, ch. 3, art. 1 à 13 en vigueur à la sanction 25.02.93

EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-9

EEV, 2001, ch. 4, art. 82 et 83 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2003, ch. 22, art. 166 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 25, art. 140 à 142 en vigueur à la sanction 15.12.2004

EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1731 en vigueur 16.03.2012 voir TR/2012-14

EEV, 2011, ch. 25 (sanction : 15.12.2011), art. 35 (Partie 2) en vigueur 01.08.2012 voir TR/2011-120

EEV, 2015, ch. 3, art. 83 à 92 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la convention concernant les — 1994, ch. 22 (*Migratory Birds Convention Act, 1994*)

**Le ministre de l'Environnement ou, pour toute mesure
ayant trait au pipe-line du Nord, le membre du Conseil
privé de la Reine pour le Canada chargé de l'application
de la Loi sur le pipe-line du Nord**

art. 2, 2005, ch. 23, art. 1, 43 et 44; 2009, ch. 14, art. 94

art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 2

art. 4, 2005, ch. 23, art. 3

art. 5.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 45

art. 5.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 46

art. 5.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 47(A)

art. 5.4, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4

art. 5.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4

art. 6, 2005, ch. 23, art. 5

art. 6.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 95

art. 7, 2005, ch. 23, art. 6; 2009, ch. 14, art. 96

art. 8, 2005, ch. 23, art. 7

art. 8.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7

art. 8.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7; 2009, ch. 14, art. 97(F)

art. 8.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7

art. 9, 2003, ch. 22, al. 224z.49)(A)

art. 10, 2009, ch. 14, art. 98(F)

art. 11, 2009, ch. 14, art. 99

art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 29, art. 138

art. 11.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100; 2017, ch. 26, al. 63c) (A)

art. 11.22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.25, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.26, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.27, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.28, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.29, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 11.3, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

art. 12, 2001, ch. 34, art. 53(A); 2005, ch. 23, art. 8; 2009, ch. 14, art. 101

art. 13, 2005, ch. 23, art. 9; 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.01, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.02, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.03, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.04, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.05, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

art. 13.06, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102

O

Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la convention concernant les — 1994, ch. 22 (suite)

art. 13.07, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.08, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.09, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.11, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.12, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.13, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.14, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.15, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.16, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.17, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.18, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.19, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 14, 2005, ch. 23, art. 10(A)
art. 15, 2005, ch. 23, art. 11(A)
art. 16, 2005, ch. 23, art. 12; 2009, ch. 14, art. 103
art. 17, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27; 2005, ch. 23, art. 13(A)
art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 14; 2009, ch. 14, art. 104
art. 18, 2009, ch. 14, art. 105
art. 18.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15 et 48
art. 18.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.4, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15; abrogé, 2009, ch. 14, art. 107
art. 19, abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1; 2003, ch. 22, al. z.49)(A)
art. 19.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 16
annexe : ajoutée, DORS/2000-189
dispositions de coordination, 2005, ch. 23, art. 43 à 48
disposition générale, 1995, ch. 22, art. 26
EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1 entre en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays voir par. 86(2) et aussi 1996, ch. 7, art. 42 – Non en vigueur
EEV, 1994, ch. 22 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27 et art. 26 en vigueur 03.09.96 voir TR/96-79
EEV, DORS/2000-189 en vigueur 17.05.2000 voir art. 2
EEV, 2001, ch. 34, art. 53 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2002, ch. 29, art. 138 en vigueur 24.03.2003 voir TR/2003-43
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 23, art. 43 à 48 en vigueur à la sanction 19.05.2005; art. 1 à 16 en vigueur 28.06.2005 voir TR/2005-62
EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 94 à 100 et 103 à 107 en vigueur 10.12.2010 voir TR/2010-91; art. 101 et 102 en vigueur 12.07.2017 voir TR/2017-28.
EEV, 2017, ch. 26, al. 63c) en vigueur à la sanction 12.12.2017.

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7

[Ancienne appellation : Production et la rationalisation de l'exploitation du pétrole et du gaz, Loi sur la]
(Canada Oil and Gas Operations Act)

Le ministre des Affaires du Nord et le ministre des Ressources naturelles (voir art. 2)

Titre intégral, 1992, ch. 35, art. 1

art. 1, 1992, ch. 35, art. 2

art. 2, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 118; 1992, ch. 35, art. 3; 1994, ch. 41, al. 37(1)s); 2007, ch. 35, art. 145; 2012, ch. 19, art. 116 et par. 349(8); 2014, ch. 2, art. 20, ch. 13, al. 115a); 2015, ch. 4, art. 2, ch. 21, art. 39; 2019, ch. 28, al. 142(2)a) et 186a); 2019, ch. 29, al. 374b)(i)

art. 2.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 4; 2007, ch. 35, art. 146; 2012, ch. 19, art. 117; 2015, ch. 4, art. 3

art. 3, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118, cette modification a été modifiée avant son entrée en vigueur par 1998, ch. 15, art. 36(A); 1996, ch. 31, art. 93; 1998, ch. 5, art. 11, ch. 15, al. 49b); 2014, ch. 2, art. 21

art. 3.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1; 2019, ch. 28, art. 125

art. 3.2, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1; 2019, ch. 28, al. 142(2)b)

art. 4, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 119; 1992, ch. 35, art. 6

art. 4.01, ajouté, 2007, ch. 35, art. 147; 2015, ch. 21, art. 40; 2019, ch. 28, al. 142(2)c)

art. 4.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 7; 1994, ch. 10, art. 2; 2012, ch. 19, art. 118; 2015, ch. 4, art. 4; 2019, ch. 28, al. 142(2)d)

art. 4.2, ajouté, 2015, ch. 4, art. 5; 2019, ch. 28, al. 142(1)a)

art. 5, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 120; 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, art. 3 et al. 15a); 2015, ch. 4, art. 6; 2019, ch. 28, art. 126, al. 142(1)b) et 142(2)e)

art. 5.001, ajouté, 2015, ch. 4, art. 7; 2019, ch. 28, art. 127 et 142(2)f); 2019, ch. 29, al. 374b)(ii)

art. 5.002, ajouté, 2015, ch. 4, art. 7; 2019, ch. 28, art. 128

art. 5.01, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 43, art. 90; 1998, ch. 5, art. 12; 2002, ch. 10, art. 190; 2013, ch. 14, art. 18; 2014, ch. 2, art. 22; 2015, ch. 21, art. 41

art. 5.011, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119

art. 5.012, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119; 2019, ch. 28, al. 142(2)g)

art. 5.013, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119; 2012, ch. 31, al. 349(9)a); 2019, ch. 28, al. 186a)

art. 5.014, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119

art. 5.015, ajouté, 2012, ch. 19, art. 119; 2012, ch. 31, al. 349(9)b)

art. 5.02, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15b); 2019, ch. 28, al. 142(2)h)

art. 5.021, ajouté, 2015, ch. 4, art. 8; 2019, ch. 28, al. 142(2)h)

art. 5.03, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15b); 2015, ch. 4, art. 9; 2019, ch. 28, al. 142(2)h)

art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 9; 1994, ch. 10, art. 4 et al. 15c); 2014, ch. 2, art. 23; 2015, ch. 4, art. 10; 2019, ch. 28, al. 142(1)c) et 142(2)i)

art. 5.11, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15d); 2019, ch. 28, al. 142(2)j)

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

art. 5.12, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15*d*); 2019, ch. 28, al. 142(2)k)
art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 11; 2015, ch. 4, art. 11
art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1994, ch. 10, art. 5; 2007, ch. 35, art. 148; 2015, ch. 4, art. 12; 2019, ch. 28, al. 142(1)d)
art. 5.31, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149; 2019, ch. 28, al. 142(2)l)
art. 5.32, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149; 2019, ch. 28, art. 129
art. 5.33, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
art. 5.331, ajouté, 2015, ch. 4, art. 13; 2019, ch. 28, al. 142(2)m)
art. 5.34, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149; 2015, ch. 4, art. 13; 2019, ch. 28, art. 130 et 142(2)m)
art. 5.35, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149; 2015, ch. 4, art. 13; 2019, ch. 28, al. 142(2)n)
art. 5.351, ajouté, 2015, ch. 4, art. 13; 2019, ch. 28, al. 142(2)o)
art. 5.36, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149; 2019, ch. 28, al. 142(2)o)
art. 5.37, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149; 2015, ch. 21, art. 42; 2019, ch. 28, al. 142(1)e)
art. 5.4, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12; 1994, ch. 10, art. 6; 2012, ch. 19, art. 120(A); 2014, ch. 13, art. 102; 2019, ch. 28, art. 131
art. 5.5, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12; 2019, ch. 28, art. 132
art. 5.6, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12
art. 6, 1994, ch. 41, al. 37(1)s); 2003, ch. 22, al. 224*r*)(A); 2019, ch. 29, al. 374b)(iv)
art. 7, 1994, ch. 41, al. 37(1)s), al. 38(1)g); 2003, ch. 22, al. 224*r*)(A); 2019, ch. 29, al. 372(1)d) et ss-al. 374b)(v)
art. 9, 2003, ch. 22, art. 127(A)
Partie 0.1 (art. 13.01 à 13.17)
art. 13.01, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150;
art. 13.02, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(2)p)
art. 13.03, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(1)f)
art. 13.04, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(1)f)
art. 13.05, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.06, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(2)q)
art. 13.07, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(2)q)
art. 13.08, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(2)q)
art. 13.09, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(2)q)
art. 13.1, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.11, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
art. 13.12, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(2)r)
art. 13.13, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, art. 133 et al. 142(2)s)
art. 13.14, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(2)t)
art. 13.15, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150; 2019, ch. 28, al. 142(2)t)

art. 13.16, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.17, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

Partie I (art. 14 à 28)

art. 14, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 122; 1992, ch. 35, art. 14; 1994, ch. 10, art. 7; 2015, ch. 4, art. 14; 2019, ch. 28, al. 142(2)u)

art. 14.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 15

art. 14.2, ajouté, 2015, ch. 4, art. 15

art. 15.1, ajouté, 2015, ch. 21, art. 4; 2019, ch. 28, al. 142(2)v)

art. 16, 1992, ch. 35, art. 15

art. 16.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 15

art. 17, 1992, ch. 35, art. 16

art. 18, 1994, ch. 10, al. 15*e*); 2019, ch. 28, al. 142(2)w)

art. 19, 1992, ch. 35, art. 17

art. 20, 1992, ch. 35, art. 18(F)

art. 21, 1992, ch. 35, art. 19(F); 1994, ch. 10, art. 8; 2019, ch. 28, art. 134

art. 22, 1992, ch. 35, art. 20(F); 1994, ch. 10, art. 8; 2019, ch. 28, art. 134

art. 23, abrogé, 1994, ch. 10, art. 8

art. 24, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 123; ch. 6 (3^e suppl.), art. 92; 1992, ch. 35, art. 22; 2001, ch. 6, art. 117; 2001, ch. 26, art. 315 et par. 324(10); 2015, ch. 4, art. 16

art. 25, 1992, ch. 35, art. 23; 1994, ch. 10, art. 9; 2019, ch. 28, art. 135

art. 25.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 17 et par. 118(2)

art. 25.2, ajouté, 2015, ch. 4, art. 18

art. 25.3, ajouté, 2015, ch. 4, art. 18

art. 25.4, ajouté, 2015, ch. 4, art. 18 et par. 118(3)

art. 26, 1992, ch. 35, art. 24; 2015, ch. 4, art. 19

art. 26.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 20; 2019, ch. 28, al. 142(2)x)

art. 27, 1992, ch. 35, art. 25; 1994, ch. 10, art. 10; 2015, ch. 4, art. 21; 2019, ch. 28, al. 142(2)y)

art. 27.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 22; 2019, ch. 28, al. 142(2)z)

art. 28, 1989, ch. 3, art. 46; 1992, ch. 35, art. 26; 2003, ch. 22, art. 128

Partie II (art. 29 à 48.096)

art. 29, 1992, ch. 35, art. 27(F); 2014, ch. 2, art. 24; 2015, ch. 4, art. 23; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.1)

art. 30, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 124; 1991, ch. 50, art. 35; 2001, ch. 4, art. 163

art. 37, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 125; 1991, ch. 50, art. 36; 2001, ch. 4, art. 164

art. 42, 1992, ch. 35, art. 28(A)

art. 48.01, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.02, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.2)

art. 48.03, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.04, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.05, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.3)

art. 48.06, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.07, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.08, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.09, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.091, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.092, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.093, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.094, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

art. 48.095, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

- art. 48.096**, ajouté, 2014, ch. 2, art. 25
art. 48.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.11, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.4)
art. 48.12, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.4)
art. 48.13, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24; 2019, ch. 28, art. 136 et 142(2)z.5)
art. 48.14, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.6)
art. 48.15, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.16, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.17, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.18, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24; 2019, ch. 28, al. 142(1)g)
art. 48.19, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.2, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.21, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.22, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.23, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.24, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.25, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.26, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
art. 48.27, ajouté, 2015, ch. 4, art. 24
Partie III (art. 49 à 74)
art. 52, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 126
art. 53, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 11; 2019, ch. 28, art. 137
art. 54, 1992, ch. 35, art. 29; 2015, ch. 21, art. 44
art. 55, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, al. 15f); 2019, ch. 28, art. 138
art. 56, 1992, ch. 35, art. 29; 2015, ch. 21, art. 45(A)
art. 57, 1992, ch. 35, art. 29
art. 58, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; L.R., L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 127; 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 12; 2015, ch. 21, art. 46; 2019, ch. 28, art. 139 et 142(1)h)
art. 58.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
art. 58.2, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
art. 60, 1992, ch. 35, art. 30; 1994, ch. 10, art. 13; 2015, ch. 4, art. 25; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.7)
art. 61, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
art. 62, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
art. 63, 1994, ch. 10, art. 14; 2019, ch. 28, art. 140
art. 64, abrogé, 1992, ch. 35, art. 31
art. 65, 2015, ch. 4, art. 26; 2019, ch. 28, art. 141 et 142(2)z.8)
art. 65.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 26; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.9)
art. 65.2, ajouté, 2015, ch. 4, art. 26
art. 65.3, ajouté, 2015, ch. 4, art. 26
art. 67, abrogé, 1992, ch. 35, art. 32
art. 71.01, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.02, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.10)
art. 71.03, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.04, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.05, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.06, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.07, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.08, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.09, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.1, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27;
art. 71.2, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.11)
art. 71.3, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.11)
art. 71.4, ajouté, 2015, ch. 4, art. 2; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.11)7
art. 71.5, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.11)
art. 71.6, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.7, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.8, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 71.9, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 72, abrogé, 1992, ch. 35, art. 33; ajouté, 2015, ch. 4, art. 27; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.12)
art. 72.01, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27
art. 72.02, ajouté, 2015, ch. 4, art. 27; 2019, ch. 28, al. 142(2)z.13)
art. 72.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 128
annexe 1, ajoutée, 2015, ch. 4, art. 28;
annexe 2, ajoutée, 2015, ch. 4, art. 28; 2019, ch. 14, art. 55
disposition de coordination, 2001, ch. 26, art. 324
disposition de coordination, 2012, ch. 31, par. 349(1), (8) et (9)
disposition de coordination, 2014, ch. 2, art. 64
dispositions générales, 1994, ch. 41, par 37(2), 38(2)
disposition générale, 2014, ch. 13, al. 115a)
dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 118 et 119
EEV, L.R., ch. O-7, art. 39 à 47 en vigueur 31.07.2010 *voir* TR/2010-50
EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 15.04.85 *voir* TR/85-211
EEV, L.R., ch. 36 (2^e suppl.) les art. 118 à 128 proclamés en vigueur le 15.02.87 dans toutes les terres domaniales, *sauf* les parties visées à l'annexe *voir* TR/87-63; les art. 118 à 128 entrent en vigueur le 01.12.87 dans les terres domaniales visées à l'annexe *voir* TR/87-244
EEV, L.R., ch. 6 (3^e suppl.), art. 92 en vigueur 24.04.89 *voir* TR/89-106
EEV, 1989, ch. 3, art. 46 en vigueur 29.03.90 *voir* TR/90-63
EEV, 1991, ch. 50, art. 35 et 36 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151
EEV, 1992, ch. 35, art. 1 à 33 en vigueur 01.09.92 *voir* TR/92-154
EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79
EEV, 1994, ch. 10, art. 1 à 15 en vigueur à la sanction 12.05.94
EEV, 1994, ch. 41, art. 37 et 38 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
EEV, 1994, ch. 43, art. 90 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
EEV, 1996, ch. 31, art. 93 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
EEV, 1998, ch. 5, art. 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 11 et 12 entrent en vigueur à la date de transfert *voir* art. 28 (date de transfert 19.11.98 *voir* C.P. 1998-2022)
EEV, 1998, ch. 15, art. 36, 49 en vigueur à la sanction 11.06.98 mais la modification prévue par l'al. 49b) prend effet le 01.04.99
EEV, 2001, ch. 4, art. 163 et 164 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

EEV, 2001, ch. 6 (sanction : 10.05.2001), art. 117 en vigueur 08.08.2001 *voir* art. 131.
 EEV, 2001, ch. 26, art. 324 en vigueur à la sanction 01.11.2001; art. 315 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
 EEV, 2002, ch. 7, art. 118 et 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
 EEV, 2002, ch. 10, art. 190 en vigueur à la sanction 30.04.2002
 EEV, 2003, ch. 22, art. 127, 128 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2007, ch. 35, art. 145 à 150 en vigueur à la sanction 14.12.2007
 EEV, 2012, ch. 19, art. 120 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 116 à 119 en vigueur 03.07.2013 *voir* TR/2013-69.
 EEV, 2012, ch. 31, art. 349 en vigueur à la sanction 14.12.2012
 EEV, 2013, ch. 14 (sanction : 19.06.2013), art. 18 en vigueur 19.06.2015 ou, si elle est antérieure, à la date fixée par décret *voir* art. 20.
 EEV, 2014, ch. 2, art. 64 en vigueur à la sanction 25.03.2014; art. 20 à 25 en vigueur 01.04.2014 *voir* TR/2014-34.
 EEV, 2014, ch. 13 (sanction : 19.06.2014), art. 102 et al. 115a) en vigueur 31.12.2014 *voir* TR/2014-103.
 EEV, 2015, ch. 4, art. 117 et 118 en vigueur à la sanction 26.02.2015;
 — art. 2 et 7, par. 8(1), art. 13, par. 14(1), (2) et (4), art. 15 et 16, par. 17(1) et art. 18 et 28 en vigueur 19.06.2015 *voir* TR/2015-59;
 — art. 3 à 6, 9 à 12, par. 14(3) et art. 19 à 27 en vigueur 27.02.2016 *voir* par. 119(1);
 — par. 8(2) et 17(2) à (4) en vigueur 26.02.2020 ou dans cette intervalle, à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 119(2).
 EEV, 2015, ch. 21 (sanction : 18.06.2015), art. 39 à 46 en vigueur 19.06.2016 *voir* art. 47.
 EEV, 2019, ch. 14, (sanction : 21.06.2019) art. 55 en vigueur 28.08.2019 *voir* TR/2019-80
 EEV, 2019, ch. 28, (sanction : 21.06.2019) art. 125 à 142 et 186 en vigueur 28.08.2019 *voir* TR/2019-86
 EEV, 2019, ch. 29, (sanction : 21.06.2019) art. 372 et 374 en vigueur 15.07.2019

Opérations portuaires sur la côte ouest, Loi de 1982 — 1980-81-82-83, ch. 126*(West Coast Ports Operations Act, 1982)***Opérations transfrontalières intégrées de contrôle d'application de la loi, Loi sur les — 2012, ch. 19, art. 368***(Integrated Cross-border Law Enforcement Operations Act)***Déposé par le Ministre des Finances**

EEV, 2012, ch. 19, art. 368 (sanction : 29.06.2012), la loi en vigueur 20.08.2012 *voir* TR/2012-68

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des — L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.)*(Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act)***Le ministre de la Justice**

Titre intégral, 2000, ch. 12, art. 115; 2019, ch. 16, art. 42
art. 2, 1996, ch. 11, al. 95f), 97(2)b)(A) et 99b); 1997, ch. 1, art. 16; 1999, ch. 17, art. 158; 2005, ch. 35, al. 66c)(A) et 67b), ch. 38, al. 138i); 2012, ch. 19, sous-al. 694c)(i) et par. 695(2)(A); 2013, ch. 40, art. 229; 2019, ch. 16, art. 43
art. 4, 2019, ch. 16, art. 44
art. 5, 2019, ch. 16, art. 45
art. 5.1, ajouté, 2019, ch. 16, art. 45
art. 6, 1996, ch. 11, al. 95f) et 97(1)d); 2005, ch. 35, art. 53; 2012, ch. 19, sous-al. 694c)(ii) et 695(1)d)(i); 2013, ch. 40, art. 230
art. 6.1 à 6.2, ajoutés, 2019, ch. 16, art. 46
art. 7, 1993, ch. 8, art. 6; 2019, ch. 16, art. 46
art. 8 et 9, 2019, ch. 16, art. 46
art. 10, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7; 2019, ch. 16, art. 46
art. 11, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7; 2019, ch. 16, art. 46
art. 12, 1993, ch. 8, art. 8; 2019, ch. 16, art. 46
art. 12.1, ajouté, 2019, ch. 16, art. 46
art. 13, 1993, ch. 8, art. 9; 1997, ch. 1, art. 17; 2019, ch. 16, art. 46
art. 14, 1993, ch. 8, art. 10; 1997, ch. 1, art. 18; 2019, ch. 16, art. 46
art. 15, 1996, ch. 11, al. 97(1)d) et 99b); 1997, ch. 1, art. 19; 1999, ch. 31, art. 91(F); 2005, ch. 35, al. 66c); 2005, ch. 38, art. 111 et 146; 2012, ch. 19, sous-al. 695(1)d)(ii); 2013, ch. 40, al. 237(1)g); 2019, ch. 16, art. 46
art. 15.1, ajouté, 2019, ch. 16, art. 46
art. 16, 2019, ch. 16, art. 46
art. 16.1, ajouté, 2019, ch. 16, art. 46
art. 17, 1993, ch. 8, art. 11; 2019, ch. 16, art. 46
art. 18, 2019, ch. 16, art. 47
art. 19, 1993, ch. 8, art. 12; 2019, ch. 16, art. 47
art. 19.1, ajouté, 1993, ch. 8, art. 12; 2019, ch. 16, art. 47
art. 20, 2019, ch. 16, art. 48
art. 20.1, ajouté, 2019, ch. 16, art. 48
art. 22, 1997, ch. 1, art. 20; 2019, ch. 16, art. 49
partie II (2019, ch. 16, art. 50)
art. 23, 1992, ch. 1, art. 66; 1993, ch. 8, art. 13(F); 2019, ch. 16, art. 51
art. 24, 2019, ch. 16, art. 52
art. 25, 1993, ch. 8, art. 14
art. 27, 2019, ch. 16, art. 53
art. 28, 1993, ch. 8, art. 15; 1997, ch. 1, art. 21; 2019, ch. 16, art. 54
art. 29, 1993, ch. 8, art. 15; 2019, ch. 16, art. 54
art. 30, 1993, ch. 8, art. 15; 2019, ch. 16, art. 55
art. 31, abrogé, 2019, ch. 16, art. 55
art. 34, 2019, ch. 16, art. 56
art. 35, abrogé, 2019, ch. 16, art. 56
art. 36, 1993, ch. 8, art. 16; 2019, ch. 16, art. 57
art. 37, 2019, ch. 16, art. 57

O

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des — L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.) (suite)

art. 37.1, ajouté, 2019, ch. 16, art. 57
art. 40, 2019, ch. 16, art. 58
art. 41, 2019, ch. 16, art. 59 (F)
art. 42, 2019, ch. 16, art. 60
art. 43, 2019, ch. 16, art. 61 (F)
art. 44, 2019, ch. 16, art. 62
art. 45, 1993, ch. 8, art. 17; 2019, ch. 16, art. 63
art. 46, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17
art. 47, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17
art. 48, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17
art. 49, 2019, ch. 16, art. 64 (A)
art. 50, 2019, ch. 16, art. 65
art. 52, 2001, ch. 4, art. 81
art. 53, 2019, ch. 16, art. 66
art. 59, 2019, ch. 16, art. 67
art. 60, 2019, ch. 16, art. 68(F)
art. 61, 1993, ch. 8, art. 18; 2019, ch. 16, art. 69
partie III, (art. 62 à 78), 1997, ch. 1, art. 22
art. 62, 1997, ch. 1, art. 22; 2019, ch. 16, art. 70
art. 63, 1997, ch. 1, art. 22; 2019, ch. 16, art. 71
art. 64, 1997, ch. 1, art. 22; 2019, ch. 16, art. 72
art. 65, 1997, ch. 1, art. 22
art. 66, 1997, ch. 1, art. 22
art. 67, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22; 2019, ch. 16, art. 73
art. 68, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22; 2019, ch. 16, art. 74
art. 68.1, ajouté, 2019, ch. 16, art. 75
art. 69, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 70, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 71, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 72, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22; 2019, ch. 16, art. 76
art. 73, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 74, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 75, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 76, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 77, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22; abrogé, 2019, ch. 16, art. 77
art. 78, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22; 2019, ch. 16, art. 78
partie IV, (art. 79 à 82), ajoutée, 1997, ch. 1, art. 22;
art. 78.1 et 78.2, ajoutés, 2019, ch. 16, art. 79
art. 79, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 80, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22; 2019, ch. 16, art. 80
art. 81, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 82, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
annexe, ajouté, 1997, ch. 1, art. 23; DORS/98-511;
 DORS/2011-37
 disposition transitoire, 1993, ch. 8, art. 19
 disposition transitoire, 2019, ch. 16, art. 120
 disposition de coordination, 2005, ch. 38, art. 146
 disposition générale, 2012, ch. 19, par. 695(2)
 dispositions générales, 2019, c. 16, art. 46, 50, 59(F), 64(A),
 74, 77 et 79
 EEV, L.R., ch. 4 (2^e suppl.) loi proclamée en vigueur à
 l'exception de la partie II, 30.11.87 *voir* TR/87-260; partie II
 en vigueur 05.05.88 *voir* TR/88-88
 EEV, 1992, ch. 1, art. 66 en vigueur à la sanction 28.02.92
 EEV, 1993, ch. 8, art. 6 à 14 et 16 à 19 en vigueur à la sanction
 25.03.93; art. 15 en vigueur 16.02.94 *voir* TR/94-24
 EEV, 1996, ch. 11, art. 95, 97 et 99 en vigueur 12.07.96 *voir*
 TR/96-70
 EEV, 1997, ch. 1, art. 16 à 23 en vigueur 01.05.97 *voir*
 TR/97-43

EEV, 1999, ch. 17, art. 158 en vigueur 01.11.99 *voir*
 TR/99-111
 EEV, 1999, ch. 31, art. 91 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2000, ch. 12, art. 115 en vigueur 31.07.2000 *voir*
 TR/2000-76
 EEV, 2001, ch. 4, art. 81 en vigueur 01.06.2001 *voir*
 TR/2001-71
 EEV, 2005, ch. 35, art. 53, 66 et 67 en vigueur 05.10.2005 *voir*
 TR/2005-97
 EEV, 2005, ch. 38, art. 146 en vigueur à la sanction
 03.11.2005; art. 111 et 138 en vigueur 12.12.2005 *voir*
 TR/2005-119
 EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 694c) et
 al. 695(1)d) et par. 695(2) en vigueur 01.03.2013 *voir*
 TR/2013-17
 EEV, 2013, ch. 40, art. 229 et 230 et al. 237(1)g) en vigueur à
 la sanction 12.12.2013.
 EEV, 2019, ch. 16 (sanction : 21.06.2019),
 — art. 43, 45, 46, 48, 49(1), (3) et (5) à (7) entrent en vigueur à
 la date fixée par décret *voir* par. 126(4) – Non en vigueur
 — par. 51(1) et (4), 52, 54, 66, et 69(2) et (6) entrent en
 vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 126(5) – Non en
 vigueur
 — par. 73(2) à (6), 74 et 76(3) entrent en vigueur 12.11.2021
voir par. 126(6) et TR/2020-75 — Non en vigueur

**Ordonnances sur la copropriété, Loi de
 validation sur les — 1985, ch. 46**
(Condominium Ordinance Validation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 1985, ch. 46 en vigueur à la sanction 29.10.85

**Ordonnances tarifaires sur les fruits et légumes,
 Loi validant des — 1988, ch. 5**
(Fruit and Vegetable Customs Orders Validation)

Le ministre de Revenu national

EEV, 1988, ch. 5 en vigueur à la sanction 22.03.88

**Organisation des Nations Unies pour
 l'alimentation et l'agriculture, Loi sur l'**
— L.R. (1985), ch. F-26

(Food and Agriculture Organization of the United Nations Act)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)k)
 disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
 EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65

O

Organisation du gouvernement, Loi de 1966 sur l' (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1966-67, ch. 25

(*Government Organization Act, 1966 (see Dept. by name...)*)

annexe A, 1988, ch. 2, art. 71
EEV, 1988, ch. 2, art. 71 en vigueur 04.02.88

Organisation du gouvernement, Loi de 1969 (voir le ministère en cause) — 1968-69, ch. 28
(*Government Organization Act, 1969*)

art. 99, 1988, ch. 2, art. 72
annexe A, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75
EEV, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75 en vigueur 04.02.88

Organisation du gouvernement, Loi de 1970 (voir le ministère en cause) — S.R.C. 1970, ch. 14 (2^e suppl.)
(*Government Organization Act, 1970 (see Dept....)*)

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32
annexe 1, 1988, ch. 2, art. 76; 1992, ch. 1, art. 152
EEV, 1988, ch. 2, art. 76 en vigueur 04.02.88
EEV, 1992, ch. 1, art. 152 en vigueur à la sanction 28.02.92

Organisation du gouvernement, Loi de 1979 (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1978-79, ch. 13
(*Government Organization Act, 1979 (see Dept....)*)

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32
annexe, 1988, ch. 2, art. 77; 1992, ch. 1, art. 153
EEV, 1978-79, ch. 13 loi (*sauf* Partie V) en vigueur 02.04.79
voir TR/79-78; Partie V en vigueur 01.08.79 voir TR/79-149
EEV, 1988, ch. 2, art. 77 en vigueur 04.02.88
EEV, 1992, ch. 1, art. 153 en vigueur à la sanction 28.02.92

Organisation du gouvernement (organismes fédéraux), Loi sur l' (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1995, ch. 29
(*Government Organization Act (Federal Agencies) (see Dept....)*)

art. 42, 1995, ch. 29, art. 43
art. 66, 1996, ch. 8, art. 23.3
EEV, 1995, ch. 29, art. 7 et 8 sont réputés entrer en vigueur 20.03.95 voir 86(2); art. 76 à 85 sont réputés entrer en vigueur 01.04.95 voir par. 86(3); art. 1 à 3, 6, 9 à 22, 24 à 31, 33 à 75 en vigueur 01.11.95 voir TR/95-115; art. 4 et 5 en

vigueur 01.01.96 voir TR/95-115; art. 23 et 32 en vigueur 01.04.96 voir TR/95-115
EEV, 1996, ch. 8, art. 23.3 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69

Organisations à but non lucratif, Loi canadienne sur les — 2009, ch. 23
(*Canada Not-for-profit Corporations Act*)

Le ministre de l'Industrie (TR/2011-60)

art. 2, 2015, ch. 3, art. 23; 2018, ch. 8, art. 96
art. 3, 2009, ch. 23, art. 341
art. 6, 2018, ch. 8, art. 97
art. 12, 2018, ch. 8, art. 98
art. 78, 2018, ch. 8, art. 99
art. 126, 2018, ch. 8, art. 100
art. 128, 2018, ch. 8, art. 101
art. 238, 2018, ch. 8, art. 102
art. 277.1, ajouté, 2018, ch. 8, art. 103
art. 279, 2018, ch. 8, art. 104
art. 282, 2018, ch. 8, art. 105
art. 283, 2018, ch. 8, art. 106
art. 293, 2018, ch. 8, art. 107(A)
art. 308, abrogé, 2009, ch. 23, par. 360(2)
dispositions de coordination, 2009, ch. 23, art. 341 à 360
disposition de coordination, 2015, ch. 3, art. 173
disposition de coordination, 2017, ch. 6, art. 133
dispositions générales, 2009, ch. 23, al. 313z.9) (abrogations), art. 340 (mention de la partie III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, ch. C-32 des S.R.C. de 1970 dans toute loi fédérale) et art. 361 à 371 (abrogations)
dispositions transitoires, 2009, ch. 23, art. 297 à 299
EEV, 2009, ch. 23, par. 297(2) à (4), (6) et (7) et art. 341 à 360 en vigueur à la sanction 23.06.2009 voir par. 372(1); [*Remarque* : les modifications prévues par les art. 341 à 347 et 349 à 360 prennent effet à l'entrée en vigueur de l'al. 313a) laquelle est 31.12.2017 voir TR/2018-1]
— art. 1 à 296, par. 297(1) et (5), art. 298, 299, 303, 305 à 307 et 309, par. 311(2) et (5), art. 312, al. 313z.4), z.6), art. 314 à 316, par. 317(1) et art. 318 à 340 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87;
— art. 300 à 302, 304, 310, 311(1), (3) et (4), art. 313 préc. al. a), les al. c), e), g), i), k), m), o), q), t), v), x), z), z.02), z.04), z.1), z.5) et z.8) et art. 361 à 371 en vigueur 12.03.2010 voir TR/2010-25;
— art. 308 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2009, ch. 23, par. 360(2) de la présente loi;
— al. 313a), b), d), f), h), j), l), n), p), r), s), u), w), y), z.01), z.03), z.05) à z.09), z.2), z.3), z.7) et z.9) et le par. 317(2) en vigueur 31.12.2017 voir TR/2018-1;
— art. 348 en vigueur à la sanction mais abrogé avant d'avoir produit ses effets voir 2013, ch. 40, art. 138.
EEV, 2015, ch. 3, art. 23 et 173 en vigueur à la sanction 26.02.2015.
EEV, 2017, ch. 6, art. 133 en vigueur à la sanction 16.05.2017
EEV, 2018, ch. 8, art. 96 à 101 et 103, par. 104(2), art. 105 et 107 en vigueur à la sanction 01.05.2018;

O

Organisations à but non lucratif, Loi canadienne sur les — 2009, ch. 23 (suite)

— art. 102, par. 104(1) et (3) et art. 106 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 108(6). — Non en vigueur.

**Ouvrage de franchissement du détroit de
Northumberland, Loi sur l' — 1993, ch. 43**
(*Northumberland Strait Crossing Act*)

Le ministre des Transports (TR/99-5)

art. 2, 1994, ch. 26, art. 47(F); 1996, ch. 16, al. 60(1)*o*)
EEV, 1993, ch. 43 en vigueur 02.09.93 *voir* TR/93-185
EEV, 1994, ch. 26, art. 47(F) en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67

**Ouvrages destinés à l'amélioration des cours
d'eau internationaux, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. I-20**
(*International River Improvements Act*)

Le ministre de l'Environnement

art. 2, 2009, ch. 14, art. 89; 2013, ch. 12, art. 13
art. 3, 2009, ch. 14, art. 90
art. 4, 2009, ch. 14, art. 91
art. 4.1, ajouté, 2013, ch. 12, art. 14
art. 5, abrogé, 2009, ch. 14, art. 91
art. 6, abrogé, 2009, ch. 14, art. 91
art. 7, 2009, ch. 14, art. 92; 2017, ch. 26, art. 15
art. 10, 2009, ch. 14, art. 93
art. 11, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 12, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 13, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 14, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 15, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 16, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 16.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 17, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 18, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 19, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 20, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93; 2017, ch. 26, al. 63a)(A)
art. 22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 25, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 26, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 27, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 28, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 29, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 30, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 31, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 32, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 33, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 34, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 35, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 36, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 37, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 38, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 39, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 40, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 41, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 42, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 43, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 44, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 45, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 46, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 47, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 48, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 49, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 50, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 51, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 52, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 89 à 93 en
vigueur 10.12.2010 *voir* TR/2010-91
EEV, 2013, ch. 12 (sanction : 19.06.2013), art. 13 et 14 en
vigueur 01.07.2014 *voir* TR/2014-60.
EEV, 2017, ch. 26, art. 15 et al. 63a) en vigueur à la sanction
12.12.2017.